

OPPIC
30, rue du Château des Rentiers
75647 PARIS Cedex 13
FRANCE

À l'attention de Stéphanie Bosse

Affaire N° : DT/24200030

Réf. client :

Chargé d'opération :
Claire-Anne JOUBAUD
Tél : 0662239492
Email : ca.joubaud@risk-control.fr

RAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE TECHNIQUE

Indice 0

Mission de contrôle technique pour la restauration du clos et couvert du
Magot Historique

Cité de la céramique
92310 Sèvres

MISSIONS :

L + S + LE

Courbevoie, le 17 avril 2025

Accréditation n° 3-0959
Liste des sites et portées disponibles sur
www.cofrac.fr



Les seules missions accréditées
sont les missions L et S



SOMMAIRE

1. Objet du rapport	2
2. Renseignements généraux	4
3. Renseignements Particuliers	6
4. Liste des documents examinés	8
5. Remarques préliminaires	9
6. Rapport de contrôle technique	11
6.1. MISSION DE TYPE L RELATIVE À LA SOLIDITÉ DES OUVRAGES ET DES ÉLÉMENTS D'ÉQUIPEMENT INDISSOCIABLES	11
6.2. MISSION DE TYPE STI IRELATIVE À LA SÉCURITÉ DES PERSONNES DANS LES BATIMENTS RECEVANT DES TRAVAILLEURS	12
6.3. MISSION DE TYPE LE RELATIVE À LA SOLIDITÉ DES EXISTANTS	13
7. Récapitulatifs des avis défavorables et suspendus	14
8. Liste des documents à communiquer (liste non exhaustive)	15



1. OBJET DU RAPPORT

Le présent document constitue le rapport prévu dans le contrat de Contrôle Technique N° DT/24200030, associé à la proposition N° DT/24P200154, que RISK CONTROL doit adresser au Maître d'Ouvrage.

La colonne avis sera remplie selon les abréviations suivantes :

- **F : Avis Favorable**

Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception (RICT) ou réalisation (RFCT) sont satisfaisantes, dans le cadre de notre mission.

- **S : Avis Suspendu**

Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception doivent être complétées. La non-communication des informations manquantes conduira à la formulation d'un avis défavorable sur cet ouvrage ou cet élément d'équipement dans notre rapport final.

- **D : Avis Défavorable**

Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception ne sont pas satisfaisantes et doivent être impérativement modifiées.

- **SO : Sans Objet**

L'ouvrage ou l'élément d'équipement cité n'existe pas.

- **HM : Hors Mission**

L'ouvrage ou l'élément d'équipement cité ne fait pas partie du programme des travaux visé par notre contrat de contrôle technique.

Les avis sur les dispositions techniques qu'il comporte sont émis à partir des documents constitutifs du dossier qui nous ont été communiqués à ce jour et qui sont répertoriés ci-après.

Pour la bonne compréhension de la signification des avis formulés dans ce rapport, il est précisé que :

- les vérifications de RISK CONTROL sont effectuées par rapport aux textes de référence prévus au contrat.
- les avis ne concernent que la conception et ne préjugent pas des avis qui pourront être formulés sur la réalisation.
- les avis suspendus concernent les dispositions insuffisamment définies sur lesquelles nous ne pouvons, en l'état actuel, formuler d'avis favorable ou défavorable. En l'absence de fourniture en temps utiles des renseignements et documents nécessaires à RISK CONTROL, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification par RISK CONTROL.

Nous restons à la disposition du Maître d'Ouvrage et de la Maîtrise d'Œuvre, pour revoir ou compléter nos avis dans le cas où interviendraient des éléments nouveaux par rapport aux dispositions examinées.

Toute modification apportée au dossier de consultation des entreprises postérieurement à notre examen et avant signature des marchés, devra être portée à notre connaissance, pour avis.



Nous rappelons également que chaque entrepreneur est tenu d'effectuer un contrôle interne tel que prévu par la Loi 78-12 du 4 janvier 1978 et portant principalement sur la qualité des matériaux et leur mise en œuvre pendant les diverses phases d'exécution du chantier.

Les entreprises devront procéder aux essais et vérifications de fonctionnement des installations, et fournir les fiches d'auto-contrôle correspondantes.

Nous rappelons, à l'attention des Constructeurs, que la responsabilité de RISK CONTROL ne peut être recherchée pour une mauvaise conception ou exécution d'ouvrages utilisés pour des destinations qui ne lui ont pas été signalées ou dont les documents ne lui ont pas été transmis. Il en est de même pour des dommages liés à la non prise en considération de nos avis.



2. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

AFFAIRE

Mission de contrôle technique pour la restauration du clos et couvert du Magot Historique
Cité de la céramique, 92310 Sèvres

MAÎTRISE D'OUVRAGE

OPPIC
30, rue du Château des Rentiers
75647 PARIS Cedex 13

MAÎTRISE D'OEUVRE

Agence DE PONTAUD
Architecte en Chef des Monuments Historiques
61, rue de l'Ancienne Mairie
92100 BOULOGNE-BILLANCOURT

BUREAUX D'ÉTUDES

BUREAU D'ÉTUDES STRUCTURE	Sans Objet
BUREAU D'ÉTUDES SOLS	Sans Objet
BUREAU D'ÉTUDES THERMIQUE	Sans Objet
BUREAU D'ÉTUDES ACOUSTIQUE	Sans Objet
BUREAU D'ÉTUDES FLUIDES	Sans Objet
BUREAU D'ÉTUDES AUTRES	Sans Objet

DÉTAILS DE L'AFFAIRE

DÉLAI	18 Mois
-------	---------



N° : DT/24200030
Indice : 0

Mission de contrôle technique pour la restauration du clos et couvert du Magot Historique
Cité de la céramique, 92310 Sèvres

17/04/2025

DÉTAILS DE L'AFFAIRE

MONTANT DES TRAVAUX (HT)

1.56 M Euros

DÉMARRAGE

Sans Objet



3. RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'OPÉRATION

Le présent rapport concerne la restauration du clos et du couvert des bâtiments 12 et 13, dit " Magot", situés dans l'enceinte de la Cité de la Céramique à Sèvres.

Le bâtiment 13 est un bâtiment de forme rectangulaire, de 23m30 x 26m30, composé de deux corps de bâti en U entre lesquels prend place un volume à pans de toiture inversés.

La structure du bâtiment est composée de murs porteurs en pierre, de planchers en voûtains de briques et poutres métalliques.

Une charpente métallique couvre l'aile Nord et l'aile centrale tandis qu'une charpente en bois est en place au Sud.

Les façades sont composées d'un soubassement en pierre de taille en saillie sur lequel prennent appui des piles ou chaînes d'angle en pierre de taille de belles dimensions.

Le bâtiment 13 regroupe à rez-de-chaussée les ailes centrale et aile Nord qui forment des nefs dans lesquelles s'entreposent des moules en plâtre sur des étagères en bois.

Le premier étage est constitué de deux logements distincts, actuellement inhabités.

Le bâtiment 12 est un ancien garage construit dans le rachat situé entre le bâtiment 13 et le mur de soutènement du parc de Saint-Cloud.

La toiture en zinc présente des dispositions identiques au corps central du bâtiment 13.

Le bâtiment 12 est un ancien garage qui est également utilisé comme lieu de stockage des moules.

Les travaux prévus sont les suivants :

- Nettoyage général des parements en pierre de taille
- Restauration des parements en pierre de taille et des parements en brique
- Remplacement des maçonneries altérées
- Mise en oeuvre de brochages pour consolider les pierres fracturées des chapiteaux et les quelques claveaux fissurés
- Réfection des enduits
- Dépose des habillages plâtre en sous-face de rampant et remplacement par des plaques de placo avec mise en place d'une isolation thermique de type laine de bois entre chevrons dans le bâtiment 13
- Révision « légère » des charpentes métalliques de l'aile centrale et de l'aile Nord du bâtiment 13
- Révision plus en profondeur de celles du bâtiment 12
- Remplacement à neuf des entablements de chéneau et consoles en bois lorsque nécessaire
- Remplacement des couvertures en ardoises des ailes Nord et Sud du bâtiment 13
- Réfection à l'identique des couvertures en zinc
- Remplacement des descentes EP en fonte et réfection des boîtes à eau à tête de lion
- Restauration générale des menuiseries extérieures

Textes réglementaires applicables : Code du Travail



CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT

- ERT (Établissement Recevant des Travailleurs) – Code du Travail < 8 mètres

DOSSIER PC / AT

État de permis de construire SansObjet

Prescription particulières :

Sans objet



4. LISTE DES DOCUMENTS EXAMINÉS

LISTE DES DOCUMENTS

Documents PRO transmis par mail le 2 avril 2025, comprenant les éléments suivants :

- plans état actuel
- plans état existant
- CCTP
- notice de présentation



5. REMARQUES PRÉLIMINAIRES

5.1. Rappels généraux

Constituent des « ouvrages » au sens du présent rapport :

- Les réseaux divers et de voirie (à l'exclusion des couches d'usure des chaussées et des voies piétonnières) dont la destination est la desserte privative de la construction ;
- Les ouvrages de fondation ;
- Les ouvrages d'ossature ;
- Les ouvrages de clos et de couvert.

Constituent des « éléments d'équipement » au sens du présent rapport, les parties de la construction autres qu'ouvrages.

Constitue un « élément d'équipement indissociablement lié à un ouvrage » au sens du présent rapport, tout élément d'équipement dont la dépose ou le démontage ou le remplacement ne peut s'effectuer sans détérioration ou enlèvement de matière de cet ouvrage.

5.2. Limite de mission

Le présent rapport ne traite que de la ou des mission(s) de contrôle technique souscrite(s) par le Maître de l'Ouvrage et entrant dans le champ d'application de la norme NF P 03-100 et notamment, les missions de vérifications et d'attestations éventuellement souscrites par le Maître de l'Ouvrage font l'objet de rapports distincts du présent rapport.

A contrario, il ne traite pas d'autres missions non visées par la norme telles que :

- la vérification des installations électriques avant mise sous tension en vue de la délivrance de l'attestation de conformité par le CONSUEL ;
- la vérification initiale des installations électriques imposée par décret du Ministère du Travail ;
- toute mission de vérification exhaustive donnant lieu à attestation finale ;
- toute mission d'audit ou de diagnostic

5.3. Cas de la mission S portant sur la sécurité des personnes dans les constructions

La mission S est décomposée comme suit :

- mission de type SH pour les bâtiments d'habitation
- mission de type STI Pour les bâtiments relevant du code du travail
- mission de type SEI Pour les bâtiments recevant du public

Suivant le classement du (ou des) bâtiment(s) concernés par l'opération, seuls les avis liés à ce (ou ces) classement (st) seront formalisés dans la suite du présent rapport (paragraphe 6).



5.4. Emploi de Techniques Non Courantes (TNC)

Nous rappelons que le Maître d'oeuvre et les entreprises doivent systématiquement informer au préalable RISK CONTROL de tout procédé relevant d'une Technique Non Courante qu'ils entendent prescrire ou mettre en œuvre.

Pour mémoire, les Techniques Non Courantes (TNC) regroupent de manière générale les travaux non décrits par des textes officiels, ou relevant :

- de Règles Professionnelles non acceptées par la C2P ;
- d'un Avis Technique (ATec) ou de Document Technique d'Application (DTA) faisant l'objet d'une mise en observation par la C2P ;
- d'une Enquête de Technique Nouvelle (ETN) ou d'un avis de faisabilité (« avis de chantier ») ;
- d'un Pass'Innovation ;
- d'un ATE non complété par un DTA ;
- d'aucune évaluation technique.

RISK CONTROL rappelle qu'une évaluation d'aptitude à l'emploi du procédé prévu est nécessaire afin de constituer un référentiel nous permettant d'exercer notre mission de contrôle technique construction consistant à vérifier la compatibilité de l'emploi de tels procédés avec la mise en œuvre prévue pour l'opération. Cette évaluation ne relève pas de la mission de contrôle technique qui nous a été confiée. A défaut de transmission de cette évaluation avant l'exécution des travaux, nous serions dans l'obligation d'émettre un avis défavorable sur l'ouvrage employant ce procédé.

En tout état de cause l'emploi de procédé relevant de Techniques Non Courantes devra faire l'objet d'une déclaration préalable auprès de l'ensemble des assureurs de l'opération (DO, RCD des constructeurs...) ainsi que celui du ainsi que celui du Maître-d'Ouvrage ; ces derniers pourront assujettir leur accord à des conditions spéciales de souscriptions d'assurance.



6. RAPPORT DE CONTRÔLE TECHNIQUE

6.1. MISSION DE TYPE L RELATIVE À LA SOLIDITÉ DES OUVRAGES ET DES ÉLÉMENTS D'ÉQUIPEMENT INDISSOCIABLES		AVIS
6.1.1. OUVRAGES DE RESEAUX DIVERS ET DE VOIRIE		
○ Réseaux divers dont la destination est la desserte privative de la construction		HM
○ Voirie, à l'exclusion des couches d'usure des chaussées et des voies piétonnières, dont la destination est la desserte privative de la construction		HM
6.1.2. OUVRAGES DE FONDATIONS		
○ Avis sur ouvrages de fondations		HM
6.1.3. OUVRAGES DE SOUTÈNEMENT		
○ Avis sur ouvrages de soutènement		HM
6.1.4. DALLAGES		
○ Avis sur dallages		HM
6.1.5. OUVRAGES D'OSSATURE (ÉLÉMENTS PORTEURS ET CONTREVENTEMENTS)		
○ Avis sur ouvrages d'ossature		HM
6.1.6. OUVRAGES DE CLOS		
○ Menuiseries Extérieures		F
○ Parties enterrées y compris leur caractère étanche		SO
○ Avis sur façades		F
6.1.7. OUVRAGES DE COUVERT		
○ Couverture		S1
○ Étanchéité		SO
6.1.8. POUR LES BÂTIMENTS, AVIS SUR LES ÉLÉMENTS D'ÉQUIPEMENT INDISSOCIABLEMENT LIÉS AUX OUVRAGES (MISSION L)		
○ Éléments d'équipement indissociablement liés aux ouvrages de réseaux divers et de voirie dont la destination est la desserte privative de la construction		SO
○ Éléments d'équipement indissociablement liés aux ouvrages de fondation		SO
○ Éléments d'équipement indissociablement liés aux ouvrages d'ossature (garde-corps, carrelages scellés etc..)		SO
○ Éléments d'équipement indissociablement liés aux ouvrages de clos et couvert (ITE, etc..)		SO
○ Éléments d'équipement dont la défaillance rend un ouvrage impropre à sa destination		SO



6.2. MISSION DE TYPE STI IRELATIVE À LA SÉCURITÉ DES PERSONNES DANS LES BATIMENTS RECEVANT DES TRAVAILLEURS	AVIS
Communication du dossier administratif (PC/AT/DP etc..)	SO
Communication des attendus du Permis de Construire ou de l'avis des autorités	SO
Dispositions générales	S2
Dégagements	HM
Désenfumage	HM
Chauffage des locaux	HM
Stockage ou manipulation de matières inflammables	HM
Installations électriques	HM
Ascenseurs	HM
Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie	HM
Portes et portails automatiques	HM
Les garde-corps et fenêtres basses	HM
Ouvrants en élévation ou en toiture, parois transparentes ou translucides	F



6.3. MISSION DE TYPE LE RELATIVE À LA SOLIDITÉ DES EXISTANTS	AVIS
Définition du programme de travaux sur existants (Existence de documents définissant de manière précise ce programme)	F
Renseignements justificatifs et documents se rapportant aux ouvrages existants (constat d'état des lieux, résultats des études de diagnostic effectués, documents définissant les existants.)	SO
Compatibilité du programme des travaux avec l'état des existants (solidité des parties anciennes des ouvrages concernées par la réalisation des ouvrages et éléments d'équipement neufs)	F



7. RÉCAPITULATIFS DES AVIS DÉFAVORABLES ET SUSPENDUS

AVIS	COMMENTAIRES
S1	<p>(Mission L): Couverture</p> <p>RAPPEL : Il conviendra de fournir un détail de mise en oeuvre concernant la réfection des habillages des rampants sous charpente avec intégration d'un isolant en laine de bois.</p>
S2	<p>(Mission STI): Dispositions générales</p> <p>Il est indiqué en préambule du descriptif des travaux que ces bâtiments d'espaces de stockage et que des prescriptions spécifiques vis-à-vis de la sécurité incendie pourront être exigées (stabilité au feu, coupe-feu 1h, etc) ; nous rappelons que la mission de contrôle technique vise à ne pas aggraver les dispositions existantes avant travaux, elle ne vise pas ici une éventuelle mise en conformité.</p> <p>Nous nous limiterons donc, dans le cadre de notre mission de contrôle technique, à vérifier que les travaux n'aggravent pas les dispositions existantes.</p> <p>RAPPEL : Préciser la réaction au feu de l'isolant en laine de bois.</p>



8. LISTE DES DOCUMENTS À COMMUNIQUER (LISTE NON EXHAUSTIVE)

LISTE DES DOCUMENTS

Sans Objet

Fait à Paris, le 17 avril 2025

Le chargé d'opération :
Claire-Anne JOUBAUD

Le chef d'agence :
Claire-Anne JOUBAUD